



Paris le 30 septembre 2020

Monsieur le président,

Vous nous convoquez ce jour afin de recueillir « *des observations et propositions des représentants du personnel suite à la présentation du nouveau réseau parisien, lors de la séance du 10 septembre* » .

Nous ne sommes pas venus aujourd'hui pour faire des « propositions ou des modifications » à votre projet. Puisque comme vous l'écrivez-vous même, ce projet n'est que partiel et sera « *complété en fonction des décisions à venir sur la démétropolisation d'activité hors de Paris* » ?

Nous ne sommes pas venus aujourd'hui pour faire des « propositions ou des modifications » à votre projet car les agentes et agents de Paris attendent depuis plus de 1 an et 3 mois des informations précises sur leur avenir tant professionnel que personnel. **Et** à ce jour, vous vous refusez encore de les en informer prouvant ainsi, depuis des mois, que vous les méprisez et qu'elles et qu'ils ne sont, pour vous, que des variables d'ajustements !

Nous ne sommes pas venus aujourd'hui pour faire des « propositions ou des modifications » à votre projet puisqu'il est le contraire de ce qu'il faudrait faire en terme de service public de proximité. Pourtant la période de pandémie que nous vivons depuis des mois aura permis de montrer, au plus grand nombre, à quel point les services publics sont nécessaires. A quel point il est important d'avoir des fonctionnaires en nombre suffisant, et dotés des matériels adéquats, pour assurer le bon fonctionnement du pays. Plus que jamais, la crise d'aujourd'hui montre que toutes les Administrations sont essentielles à la vie de toutes et tous sur le plan sanitaire et économique, pour le «vivre ensemble», et en termes d'égalité et d'équité de traitement.

Cette crise aura même fait dire au Président de la République et à ses Ministres, y compris les nôtres, que les fonctionnaires sont essentiels à la vie de la Nation.

Tout le monde le dit, mais comme vous le savez, M. le président « il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour ». Et là, le compte n'y est pas, loin s'en faut ! Car malgré les inquiétudes et le mécontentement, malgré le besoin vital d'un service public humain de proximité et de pleine compétence, malgré les enjeux colossaux en matière de finances publiques, et malgré la crise économique qui se profile, le gouvernement à travers son plan de relance donne une nouvelle fois son unique priorité aux entreprises en leur octroyant des milliards sans aucune contrepartie mais ne donne toujours rien aux salarié.es, aux fonctionnaires, aux services publics. Et vous, M. le président, vous nous proposez de

détruire notre service public de proximité.

Nous ne sommes pas venus aujourd'hui pour faire des « propositions ou des modifications » à votre projet puisque votre projet, sans même connaître les effets sur les délocalisations de nos missions, consiste non pas à renforcer notre présence mais au contraire à l'éloigner. En effet, le projet que vous présentez donne une idée assez précise de ce que seront dans les années à venir les finances publiques à Paris : des services de plus en plus éloignés des usagers tant particuliers que professionnels.

Pour la Direction Générale, le Nouveau Réseau de Proximité doit se caractériser notamment « *par une augmentation importante du nombre d'accueils de proximité destinés au grand public* » et dans le même temps vous fermez 4 sites des Finances Publiques sur Paris en obligeant les usagers et les agent.es à se déplacer toujours plus loin.

Alors que ce Nouveau Réseau de Proximité est une commande du gouvernement pour soit disant répondre aux revendications des « Gilets Jaunes », vous décidez M. le président de fermer entre autre le site de Boucry dans le 18ème arrondissement, là où précisément les usagers ont un besoin important et crucial des services publics de proximité. M. le président vous n'êtes pas sans savoir que cet arrondissement est le deuxième arrondissement le plus pauvre de la capitale, après le 19ème, avec 21% de taux de pauvreté en 2017. Et vous n'êtes pas sans savoir non plus qu'avec un revenu fiscal médian par ménage de 27 605 euros, le 18ème arrondissement se situe au dernier rang parmi les 20 arrondissements de Paris.

En revanche, M. le président en tant que Directeur Régional de la DRFIP, vous devez savoir que tous les jours, campagnes ou non, des dizaines et des dizaines d'usagers font la queue pour être reçus au plus près de leur habitation ou de leur société et malheureusement souvent dans des conditions indignes d'un service public. Le site de Boucry est pour nous, le symbole de votre abandon de notre service public de proximité.

La disparition du site de Boucry mais également de tout autre site n'est pas acceptable. De même que sont inacceptables les fusions/déménagements qui vont se traduire une fois encore par la dégradation des conditions de vie et de travail des collègues et d'accueil des usagers.

Nous ne sommes pas venus aujourd'hui pour faire des « propositions ou des modifications » à votre projet. Nous sommes venus aujourd'hui pour vous dire que nous allons avec toutes nos forces, notre pugnacité défendre notre service public parisien.

L'heure, pour nous, est non pas d'accompagner votre projet mais de le combattre jusqu'à son abandon avec les agentes et agents, les élu.es locaux, les usagers et faire connaître au plus grand nombre vos projets mortifères.

Nous ne nous résignerons jamais. L'heure, pour nous, est à la défense du service public de plein exercice répondant aux besoins des populations de Paris et au principe d'universalité, d'égalité d'accès, de qualité et de véritable proximité.